

## L'agriculture périurbaine, infrastructure de la ville durable

André Fleury, Paule Moustier

**V**ille et agriculture, voici deux formes d'espaces antinomiques que tout sépare au premier abord. Les propriétés des terri- toires agricoles sont à l'opposé de celles de la ville, qui incarne l'activité, la culture, le bruit, la pollution, la densité humaine, voire le risque social. De nos jours, pays développés et en développement en ont des perceptions opposées. Dans les premiers, l'agriculture périurbaine en tant que pourvoyeuse des produits alimentaires de la ville paraît presque obsolète. Même si elle a été une des conditions nécessaires à la naissance et au développement des villes, elle a cessé de leur être indispensable puisque d'autres systèmes d'approvisionnement existent. Elle s'est alors orientée soit vers l'exploitation des espaces libres proches de la ville sans nécessairement y trouver de débouchés, soit vers la découverte de nouveaux marchés non alimentaires. En revanche, dans les pays en développement, elle reste vitale pour la majeure partie de la population citadine qui en tire de quoi satisfaire la quasi-totalité de ses besoins alimentaires.

Parler d'agriculture périurbaine en soi est souvent empreint d'ambiguïté si l'on ne distingue pas, d'une part, les systèmes agricoles, fruits des projets et contraintes d'un agriculteur, et, d'autre part, les terri-

toires agricoles, soumis à de violents conflits du fait de leur situation. Cependant, c'est surtout la confusion des regards qui fait se demander si l'agriculture périurbaine est aux marges de la ville (façon de décrire sa situation spatiale) ou si elle est en marge, c'est-à-dire sans avenir. Du point de vue du pouvoir urbain, c'est la seconde acception qui fait admettre que l'agriculture est de peu de poids face à tout projet de ville. Tout au plus peut-elle regagner une certaine considération quand la sécurité alimentaire est susceptible d'être troublée : c'est ainsi que l'agriculture nourricière reste un des piliers de la politique foncière de la Suisse qui perçoit sa dépendance d'État enclavé. C'est précisément là qu'on retrouve une fonction évidente de l'agriculture périurbaine des pays en développement : assurer la sécurité alimentaire des villes.

Dans les pays développés, une nouvelle attention est portée au territoire agricole périurbain par les citoyens qui y élaborent un nouveau rapport à l'espace et à la nature. Ils recherchent la proximité de la campagne pour leur habitat ou leurs activités de détente. Ces désirs sont satisfaits par les investisseurs immobiliers qui mesurent mieux que les organisations politiques les transformations sociales [1] : l'espace agricole devient attrayant pour l'implantation de nouveaux territoires urbains à condition que l'agriculture s'y maintienne. Les citoyens restent toutefois des gens de la ville, bien qu'ils favorisent l'inclusion de certaines propriétés de l'espace rural dans la ville. On peut alors se sentir loin des préoccupations des pays en développement puisqu'une partie du territoire pro-

ductif agricole risque d'être consacrée à d'autres usages.

Aussi, pourrait-on considérer des agricultures périurbaines caractéristiques d'un état de développement et, donc, distinctes les unes des autres. Cet article aborde deux questions croisées : celle de la mutation de sens de l'agriculture dans les pays développés et celle de la présomption que ces processus se reproduiront dans les pays en développement.

### Rapports ville-campagne dans les pays développés

L'agriculture périurbaine est encore souvent considérée comme nécessairement tournée vers l'approvisionnement en produits frais, alors qu'en fait, ce n'est que le dernier état qu'elle a connu au long de sa longue histoire. Aussi vaut-il beaucoup mieux se demander en quoi cette agriculture est urbaine [2], c'est-à-dire identifier ses rôles dans le fonctionnement et la dynamique de la ville considérée comme une forme d'organisation sociale.

### Fonctions de l'agriculture périurbaine traditionnelle

L'agriculture a pendant longtemps été inséparable de la ville car toute concentration démographique implique d'en assurer l'approvisionnement. Celui-ci

A. Fleury : ENSP/INRA-SAD, ENSP RP 914, 78009 Versailles cedex, France.  
P. Moustier : CIRAD/FLHOR, BP 5035, 34032 Montpellier cedex 1, France.

Tirés à part : A. Fleury



reste tributaire des environs immédiats tant qu'il n'existe pas un système de transport associé à un système de conservation des produits alimentaires. Ainsi, Braudel [3] décrit la France comme « immense » avant la naissance des transports modernes et met très clairement en relation la souplesse du marché des céréales et le développement des routes et des voies navigables avant la Révolution. C'est pourquoi, dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle, l'agriculture périurbaine européenne s'est réduite à l'approvisionnement en produits frais. Ce n'est pas étonnant non plus si, à cette époque, le géographe allemand von Thunen prend conscience de l'influence de la ville sur l'organisation spatiale des activités et des territoires agricoles périphériques : il met précisément le transport au centre de son analyse.

Les progrès techniques en matière de transport et de systèmes de conservation modifient l'importance de la proximité entre le producteur et le consommateur pour obtenir des produits frais : ce n'est pas en soi le phylloxera\* qui a mis un point final à la viticulture parisienne vers 1880-1890 mais le chemin de fer, qui a apporté les vins du Midi, meilleurs et moins chers que ceux que la ville produisait. Les adaptations techniques ne peuvent pas durablement lutter contre les progrès des transports et de la distribution : c'est ce qui a rompu, dans les pays développés, l'exigence de proximité entre les bassins de production et les zones de consommation. Cette vérité est toujours d'actualité : la serre hollandaise, maîtresse du marché européen de la tomate d'hiver dans les années 80, a perdu sa suprématie au profit des régions méditerranéennes.

L'agriculture périurbaine a aussi géré les déchets urbains dont elle avait besoin pour entretenir la fertilité des sols. Des travaux conduits sur le site d'un marais parisien, à Bonneuil-en-France [4], ont permis de mettre en évidence que, dès le XVI<sup>e</sup> siècle, les maraîchers parisiens recueillaient les gadoues urbaines. Plus tard, les villages se disputaient les issues des abattoirs puis le ramassage des ordures ménagères des citadins. Après 1890, les eaux usées parisiennes ont été collectées par un réseau centralisé d'égouts qui se déversaient dans des champs d'épandage où se multiplièrent des systèmes de production légumière et fourragère [5]. À la

fin du XIX<sup>e</sup> siècle se sont également montées des entreprises spécialisées dans les vidanges de fosses d'aisance, dont elles associaient le contenu à des matières organiques. L'engrais ainsi obtenu a permis de transformer de vastes surfaces de la plaine de France en champs maraîchers. Ce système a constitué une réelle référence pour les pays développés [6]. Ce temps n'est plus, du fait :

- des changements de la composition des déchets liés au développement économique, malgré un effort considérable fait pour séparer les déchets industriels des déchets domestiques ;

- de l'importance de l'image dans la société moderne. Les citadins, désormais sans racines rurales, refusent l'idée d'une alimentation à partir de déchets et donc, de fait, leur recyclage agricole. Même les composts de déchets verts ont quelques difficultés à trouver preneur.

Ainsi, l'agriculture périurbaine des pays développés qui, jusqu'à la fin du siècle dernier, a bien constitué une des infrastructures de la ville parce qu'elle la nourrissait en produits frais et gérait ses déchets, a dorénavant perdu ces fonctions. Elle connaît actuellement une phase de banalisation : elle est céréalière en Île-de-France, fourragère en Bretagne ou viticole en Languedoc. Mais cela ne signifie pas durablement la dissolution de toute relation, car une autre agriculture périurbaine est en train de naître.

## Nouvelles formes d'agriculture périurbaine

L'idée presque spontanée de désagrégation, d'agriculture marginale contraste avec le dynamisme que manifestent, de façons très diverses, nombre d'agriculteurs. On observe plusieurs grands axes de mutation :

- la reconquête des marchés de la ville sous le signe du produit local soit sur les marchés forains, soit dans les grandes et moyennes surfaces commerciales, qui commencent à accueillir les producteurs régionaux. On voit également se développer la vente à la ferme, revenir la notion de domaine en matière de production vinicole, etc. Il s'agit d'une autre certification que celle du label, car c'est la personne même du producteur et le contexte de production qui confèrent la qualité ;
- la production de nouveaux biens, plus immatériels que les précédents, tels que les loisirs (cueillette au champ, activités équestres, accueil à la ferme, etc.) ou des

activités culturelles (faire connaître l'agriculture dans ses réalités temporelle – évolution et perspective –, spatiale et technique pour rappeler aux gens comment les systèmes techniques peuvent résoudre les questions alimentaires et environnementales actuelles) ;

- le service technique agricole. Si la société n'est plus rurale, elle en acquiert le goût. Des agriculteurs vont construire leur revenu en assistant les citadins dans leur quête patrimoniale, en réalisant pour le compte de ces derniers, dans leurs « domaines ruraux », des travaux agricoles de longue haleine ou spécialisés. Ainsi, la Provence et le Languedoc voient se multiplier des entreprises agricoles de service assurant la culture à façon, la vinification, la fabrication de l'huile d'olive, l'embouteillage ; les citadins peuvent alors conserver des lopins de terre familiaux et avoir le plaisir de consommer « leur » production ;

- le service social. La mise en rapport de catégories de la population urbaine ayant des difficultés d'insertion, en particulier les jeunes, avec le travail agricole au sein d'une équipe d'agriculteurs semble être positive, notamment en termes de réinsertion ;

- l'agriculture environnementale, qui gère de façon contractuelle des espaces soumis à des contraintes, non constructibles (abords d'aéroport) ou destinés à protéger la ville (défense contre l'incendie, par exemple).

Ces agricultures sont professionnelles car elles construisent leur revenu sur ces nouveaux marchés.

La production hors marché connaît également un essor remarquable. Elle se compose de :

- l'agriculture des jardins amateurs. Associés à la maison individuelle, ces jardins sont en quelque sorte le dernier avatar des anciens domaines qui, avant l'apparition du marché, approvisionnaient les familles (tel le célèbre Potager du Roy qui nourrissait les occupants du château de Versailles). C'est souvent l'occasion d'un réapprentissage des pratiques de production appuyé sur des réseaux de conseils et de jardinerie ;

- l'agriculture des jardins familiaux ou ouvriers. Inventés voilà un siècle par l'abbé Lemire pour procurer des légumes frais et apporter un complément de revenu à des familles pauvres, ils sont désormais plus reconnus pour leur valeur de thérapie sociale que pour leur rôle économique ; ils permettent le maintien ou la réapparition de liens de proximité, première étape dans la réduction des

\* Ce puceron d'origine américaine a failli détruire le vignoble français à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.



fractures sociales. Ils sont aussi porteurs de différentes philosophies de développement durable ;

– l'agriculture de loisir [7]. À mi-chemin entre le plaisir et le profit, elle permet à ceux qui la mettent en pratique d'élever des chevaux qu'ils montent ou vendent, d'exploiter un carré de vigne dont ils se réservent la production et la distribution, etc.

Ces processus sont très répandus dans les pays développés : Berlin, qui compte plus de 80 000 jardiniers, est la capitale européenne des jardins communautaires et à New York, qui a créé plus de 1 000 espaces destinés aux jardins collectifs, les listes d'attente pour s'y inscrire sont très longues. Des formes d'organisation collective apparaissent en Italie et en Allemagne, sous l'appellation, parfois équivoque, d'agriculture durable.

## Au sujet des territoires de l'agriculture périurbaine

Les exploitants agricoles caractérisent les territoires de l'agriculture périurbaine de deux façons, selon que leurs produits sont vendus ou non sur les marchés locaux. Cependant, ces territoires ont en commun le fait que la population citadine a une influence sur eux car elle est partie prenante aussi bien positive (attrait de la promenade ou des paysages) que négative (usages incontrôlés).

La première caractéristique est celle de la séparation : c'est l'achèvement de l'évolution passée. Dès qu'elle a perdu sa logique de proximité, l'agriculture devient similaire à l'agriculture régionale dont le marché est dorénavant mondialisé. Sa proximité avec la ville est source de nombreuses difficultés (circulation pénible, insécurité, précarité foncière) qui entraînent le renchérissement des coûts de production et, ensuite, une délocalisation agricole :

– à proximité de l'ancienne exploitation si l'agriculteur n'en voit la superficie réduite que petit à petit, ce qui lui reste continuant de le relier à la ville ;

– assez éloignée si la perte de surface lui vaut de fortes indemnités permettant sa réinstallation intégrale.

Quoi qu'il en soit, cette agriculture est à la recherche d'une séparation nette des territoires agricoles et urbains. Elle est revendiquée, en Île-de-France, par l'agriculture céréalière prédominante et elle est acquise, depuis 1978, au Québec où une rigoureuse loi de protection du terri-

toire agricole (LPTAQ) privilégie la fonction exportatrice de l'agriculture. Cette vision de l'agriculture réduite à la production de denrées agricoles pour le marché mondial fait l'objet d'une forte critique en Europe, dont le Groupe de Bruges (qui rassemble environ 25 scientifiques européens, agronomes, économistes, géographes et sociologues) s'est fait récemment l'écho [8]. Ne néglige-t-elle pas, en effet, au niveau européen, des marchés intérieurs ? L'intensification agricole a déjà produit depuis un siècle de vastes abandons de terres cultivées en Europe et en Amérique du Nord, beaucoup plus que l'expansion urbaine n'en a consommé [9]. Cependant, elle n'en est pas comptaible, alors que la société s'interroge aujourd'hui sur le devenir de ces espaces et souhaite que ces terres retrouvent d'autres logiques de fonctionnement. Cette agriculture ne peut constituer en soi une infrastructure pour une ville qu'elle rejette.

La seconde caractéristique des territoires de l'agriculture périurbaine réside dans la construction de nouveaux territoires consacrant la proximité.

Le voisinage de la ville a toujours offert à ce type d'agriculture la possibilité d'écouler ses produits sur des marchés, possibilité que les agriculteurs modernes continuent de saisir en multipliant les nouvelles productions. Le fait d'habiter près de la ville leur permet de mieux percevoir les changements d'état d'esprit de ses habitants et de ressentir la fragilité de leurs propres exploitations, ce qui les rend extrêmement vigilants [10]. Ils comprennent que leur production prend d'autant plus de valeur qu'elle correspond à la campagne attendue, voire rêvée par les citadins, qui est bien moins un espace de production *stricto sensu* qu'un paysage [11]. C'est cette campagne qui les attire hors la ville, mais à sa périphérie seulement. La forme de gestion des territoires qui la composent est en train de s'inventer, sous l'expression générique de parc agricole, lieu de production agricole mais dont l'espace est géré comme un paysage.

## Ville et nécessité d'un espace rural périphérique

Il faut souligner d'emblée une évidence : depuis le XV<sup>e</sup> siècle, la villa italienne

imaginée par les Médicis, la résidence aristocratique d'été, et, plus modestement, la maison de campagne témoignent du goût des citadins pour la campagne. De nos jours, la rurbanisation – ou extension d'anciens villages aux portes d'une ville – renouvelle cette quête, possible grâce aux moyens de transport modernes. Ce désir individuel est resté fort, alors même que, dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la transformation technique de l'industrie et la concentration du capital produisaient à leur avantage un type nouveau de ville. On y observait un contraste saisissant entre :

– les quartiers centraux, lieux du pouvoir politique et économique, où la qualité de l'habitat était maintenue par des architectes du bâti et des paysagistes ;

– les quartiers périphériques, lieux de l'activité industrielle, où les conditions de vie devenaient abominables du fait de l'excessive densité démographique, de l'absence d'hygiène et de la pollution.

La réflexion sur ces conditions de vie, l'obstination des gens à rechercher la nature ont fait émerger, chez des théoriciens et des praticiens de l'urbanisme, des concepts de reconstruction urbaine fondés sur des rapports nouveaux à la nature. Ont ainsi été dégagés deux principes de (re)composition urbaine :

– la cité jardin, à la faible densité démographique grâce aux jardins privés et aux parcs publics. De nombreux travaux d'architectes contemporains visent à concilier cet état aéré de la ville avec une plus forte densité des habitants, économe de ressources et réductrice de pollution ;

– la ceinture verte, agricole et forestière, qui permet de contenir l'étalement de la ville. L'appartenance des agriculteurs périurbains à la ville est déjà considérée comme allant de soi.

Inspirées par ces idées, de grandes métropoles ont alors entrepris leur réaménagement en établissant des ceintures vertes pour figer l'extension des zones centrales dans leur état actuel. À Londres, dans la *Green Belt*, délimitée dès avant la Seconde Guerre mondiale, on a maintenu en l'état les parcs forestiers des grandes propriétés dont le lotissement avait été intense tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est aussi le choix de Paris où, à partir des années 70, on a commencé, d'une part, à délimiter la ceinture verte dont un quart de l'espace est agricole et un autre quart forestier, et, d'autre part, à renvoyer la nouvelle croissance urbaine dans des villes nouvelles implantées au-delà. En qualifiant



d'espaces paysagers les parties non bâties de la ceinture verte qu'il instituait, le schéma directeur de la région Île-de-France de 1994 reconnaissait bien cette mutation fonctionnelle des espaces agricoles. Il propose que la ceinture verte :

- freine le développement en tache d'huile de la zone bâtie la plus dense ;
- offre à ses habitants des lieux de détente... ;
- maintienne une agriculture de proximité ;
- favorise l'extension des jardins familiaux.

Enfin, les villes se préoccupent à leur tour de la sécurité alimentaire. Paris s'est notamment penchée sur ce problème après que la France eut connu de graves perturbations dans les transports routiers. Aux États-Unis, la planification urbaine commence à intégrer les nouveaux espaces de production dans cette perspective. C'est aussi la politique que mènent certains États pauvres en surface cultivable (Norvège, Suisse).

## Conclusion : l'agriculture redevient une infrastructure de la ville des pays du Nord

La demande sociale est nette, identifiée à travers les pratiques spontanées. Sans doute une très bonne réponse serait-elle d'aménager de grands parcs, très appréciés du public. Mais les villes ont de plus en plus de difficultés à supporter leurs coûts d'aménagement et d'entretien. C'est pourquoi l'espace de l'agriculture offre bien une solution de remplacement qu'envisagent de nombreux projets urbains.

Mais elle est difficile à mettre en place car les élus locaux ne l'approuvent pas nécessairement. À leur échelle locale, elle leur semble inadaptée car :

- ils estiment avoir besoin de terrains pour le développement local (construction de nouvelles habitations, accueil de nouvelles activités, implantation de nouvelles infrastructures). L'espace ouvert cultivé ne leur paraît pas encore vraiment faire partie intégrante du territoire urbain ;
- ils craignent que l'agriculture ne soit pas suffisamment pérenne et que leur collectivité se retrouve en charge d'espaces trop vastes ;
- enfin, nombreux sont ceux qui souhaiteraient bénéficier du résultat d'expériences similaires avant de se lancer dans

une telle entreprise qu'ils renvoient donc « ailleurs ».

Mais l'invention d'un territoire singulier autour du centre construit de la ville est un processus en marche. Il offre un paysage aux images rurales, acceptées comme telles par la société urbaine, et qui prend une valeur de médiateur puisqu'il est produit par l'agriculture et reconnu comme lieu d'habitat par la ville et ses habitants. Ce territoire est celui des « campagnes urbaines » [7].

## L'agriculture périurbaine dans les pays du Sud

Ce sont surtout vers les pays africains que l'on orientera la comparaison. Cela répond à l'expérience propre des auteurs, mais contribue aussi à l'intérêt de la démonstration : si des situations en apparence aussi contrastées comportent des points communs, c'est qu'il existe en puissance un modèle général de l'agriculture périurbaine.

### Originalité des villes africaines

Les caractères originaux de l'urbanisation en Afrique rendent bien compte des spécificités fonctionnelles de l'agriculture urbaine dans cette région du monde : explosion démographique, crise de l'emploi, problème de planification de l'habitat et des transports.

Il n'existait guère de grandes villes avant l'époque coloniale, en particulier en Afrique occidentale, aussi leur développement a-t-il été fortement influencé par l'ère coloniale. Dans ces structures importées, l'ordre est révélé par le plan géométrique, les vastes avenues, la netteté du tracé et de l'aménagement des rues. Il lui est en général associé une ville populaire, quelquefois fort ancienne et alors porteuse d'un riche patrimoine national. Ces formes urbaines ont été conservées, mais de nouveaux facteurs de croissance sont depuis apparus, favorisant non seulement l'expansion mais aussi l'étalement considérable de ces villes.

Cette croissance urbaine accélérée est le fait de deux déterminants. D'une part, l'intense exode rural correspond à la

quête d'un revenu plus élevé ainsi que, notamment de la part des jeunes, à la recherche, quelquefois temporaire (voire symbolique quand il s'agit du passage à l'âge adulte) de l'expérience d'un autre mode de vie [12]. D'autre part, cet étalement s'est accru considérablement avec la venue de réfugiés, du fait des crises politiques ou de guerres civiles qui ont rendu à la ville son sens d'abri. Cette forme d'urbanisation de crise devrait s'atténuer au profit d'une croissance endogène plutôt que par migration. On estime qu'en 2020 la majorité des citadins sera née en ville.

Depuis l'adoption des politiques d'ajustement structurel dans les années 80, l'emploi urbain est en crise. La fonction publique, première source d'emploi stable en ville, a été durablement touchée dans ses effectifs [13].

Les préoccupations urbanistiques ont souvent été laminées par l'urgence. La planification urbaine a dû se contenter de définir les grands axes d'infrastructure, de localiser les sites patrimoniaux ou potentiellement dangereux. La ville nouvelle est très horizontale, de faible densité et présente un grand nombre de discontinuités à tous les niveaux, favorables à une agriculture d'interstice. Le défaut de planification touche également le domaine du transport, tant en matière de circulation intra-urbaine que de déplacements entre ville et campagne [14].

### Agriculture et ville

Dans un contexte où les infrastructures de transports sont faiblement développées, l'agriculture périurbaine a donc *a priori* toutes les raisons d'avoir pour fonction première de nourrir la ville africaine. Cette fonction alimentaire est directe, quand il y a production de denrées vivrières, ou indirecte si les revenus procurés par la vente de la récolte sont consacrés à l'achat d'autres denrées alimentaires ; c'est ce que Mougeot [15] qualifie de fongibilité.

En fait, l'agriculture périurbaine existe sous deux formes très distinctes qui s'expliquent par l'histoire spécifique du continent. Cet état ne peut être interprété comme un retard par rapport à l'évolution observée en Occident, mais correspond plutôt au croisement de différents processus engendré par les nombreux échanges entre régions du monde. De ce fait, l'agriculture périurbaine africaine présente des analogies à



la fois avec l'ancienne agriculture périurbaine européenne du XIX<sup>e</sup> siècle et avec l'agriculture contemporaine.

La première forme de cette agriculture s'apparente à la structure urbaine des pays développés, c'est la ceinture verte alimentaire. Il s'agit d'ailleurs plutôt d'une étoile verte que d'une ceinture verte, les zones de production étant toujours proches des voies de communication routières ou fluviales [16]. Elle est souvent ancienne et, alors, assez liée au processus colonial puisque des catégories de la population immigrée à fort pouvoir d'achat ont introduit de nouveaux comportements alimentaires [17]. Des ceintures vertes destinées à fournir des produits frais ont alors été créées pour répondre à ces besoins nouveaux. Elles ont perduré après les indépendances car une nouvelle classe sociale, toujours à fort pouvoir d'achat, est apparue. Cette forme d'agriculture est souvent moderne ; elle a été favorisée par des investisseurs locaux (commerçants, fonctionnaires, etc.) [18] et elle est particulièrement adaptées à certains produits (lait notamment).

La deuxième forme de l'agriculture périurbaine provient du fait que des individus ont dû se mettre à produire en ville. Elle est donc dominée par l'autoconsommation, encore que la vente d'une partie de la production soit nécessaire pour permettre au ménage de faire face à d'autres besoins élémentaires (autres postes de l'alimentation, logement, éducation des enfants...). Le citadin qui cherche ainsi un complément de revenu est motivé pour produire toute l'année, à la différence des agriculteurs ruraux qui disposent de leurs propres champs vivriers. Son objectif majeur est de réduire ses dépenses alimentaires : selon les villes, la proportion d'habitants cultivant eux-mêmes un lopin de terre *intra muros* est variable : 25 % des ménages à Brazzaville, 50 % à Bamako ou dans l'Est africain, de 60 à 90 % en Égypte [17]. Ce sont naturellement les friches urbaines, particulièrement importantes du fait même du mode de croissance de la ville, qui sont mises en valeur, mais ce sont aussi des espaces constituant l'ancienne ville coloniale, tels que parcs, larges trottoirs, massifs, etc. Cette forme d'agriculture est très proche des anciens jardins ouvriers « à la française » et est axée sur la satisfaction des besoins d'une famille.

La gestion des déchets est souvent associée à cette agriculture, qu'il s'agisse des déchets des ménages (ordures ména-

## Summary

### Periurban agriculture, a new infrastructure for sustainable cities

A. Fleury, P. Moustier

*Periurban agriculture is undergoing substantial changes worldwide. Instead of breaking its links with town, it was born again as a sustainable city infrastructure. Periurban agriculture has been associated with cities since they first appeared in human history, and it has numerous functions that are now often threatened:*

– *Foodstuff production, mostly fresh commodities until recent times. But technological progress and market globalization jeopardize this role.*

– *Urban waste recycling, in order to maintain the fertility of periurban soils. This strategy was applied in large European cities in the 19th century, and it still is in Asian cities. This system is declining because of the nature of modern waste and because it has a poor image in modern societies without rural roots.*

– *A tool for urban planners, used to improve the poor habitability of 19th century industrial towns. These planners invented the **garden city** and **green belt**, which acts as a buffer against urban spreading.*

*If these threats remain present, the towns would become built-up areas surrounded by large parks, and forests, beyond which areas would be cultivated. Periurban agriculture would no longer exist.*

*There is currently renewed interest in periurban agriculture in all countries. In the developing world, agriculture is considered necessary for meeting the following objectives:*

– *Urban food supply; unbuilt-up areas of town can be cultivated, sometimes even using modern techniques;*

– *Employment provisioning for disadvantaged urbanites;*

– *Waste recycling;*

– *Developing social linkages despite ethnic cultural diversity;*

– *Maintaining some fertile land for future green spaces.*

*In developed countries, the same general objectives are considered, with characteristic features:*

– *Urban food supply to ensure food security against possible shortages due to political events;*

– *Restoring confidence in food quality and safety;*

– *Reducing social gaps; this especially applies to family gardens, which rebuild social solidarity and the quality of urban environment;*

– *Renewing city dwellers' agricultural and political background. This will enhance their appraisal of technical systems with respect to their ability to produce quality food and meet the world's food requirements. This kind of education is essential for democracy;*

– *Managing the periurban countryside and green breaks and belts.*

*Farmers are able to design systems of activities that address their economic needs and market opportunities. However, they need policy support in the form of:*

– *Guaranteed socioeconomic sustainability of agricultural systems in terms of legal protection, free access to fields, etc.;*

– *Setting up specific infrastructures for marketing and waste management;*

– *Drawing up policies;*

– *Enhancing the pleasure of watching open spaces and urban landscapes;*

– *Developing contractual arrangements for private and public commitments.*

*The sustainable governance of cities implies drawing up **agri-urban policies**, based largely on contractual terms.*

*Cahiers Agricultures 1999 ; 8 : 281-7.*

gères, eaux usées) ou de ceux des industries agroalimentaires. Cependant, elle reste rudimentaire dans beaucoup de villes puisque même en Algérie, à Sétif, l'absence fréquente de traitement des déchets des abattoirs, épandus sur les décharges, a été décrite [19]. De nou-

velles questions apparaissent, posées par la gestion des systèmes agricoles intensifs qui sont de grands utilisateurs de pesticides. D'importants efforts de recherche appliquée et d'aide à la décision ont été consentis par différentes institutions, notamment par le CRDI



canadien [20], afin de développer le recyclage agricole des déchets biologiques (Mougeot, comm. pers.).

Ces agricultures connaissent aussi les difficultés de cohabitation habituelles entre groupes sociaux (vols de légumes, compétition pour l'eau, etc.). Toutefois, leurs conséquences positives sur le cadre de vie urbain sont fréquemment relevées puisque l'on parle de paysage urbain [17]. La question centrale demeure toutefois celle de leur reconnaissance effective par les pouvoirs publics. Il existe cependant un discours public encourageant : en 1972, le président zambien Kaunda invitait les habitants de Lusaka à faire pousser leurs propres légumes et céréales, et, lors de la crise financière asiatique de 1998, le Premier ministre malais invitait les fonctionnaires à faire de même. Les ceintures vertes commencent à bénéficier d'une certaine considération. Dans certains pays, elles font même l'objet de mesures de sécurisation [21] : quand leur territoire est menacé, on leur en cherche un autre dans le voisinage.

L'avenir est plus sombre pour l'agriculture spontanée qui sort du cadre réglementaire, n'a pas de base foncière assurée et n'intéresse ni les services d'urbanisme ni ceux de l'agriculture. Aussi est-elle généralement sous-équipée, incertaine, peu financée et, dans tous les sens du mot sauf géographique, marginale : elle est le lot des pauvres, mais pas des plus pauvres qui, eux, sont privés de tout accès à la terre. Des formes sociales extrêmement diverses se mélangent : coopératives, associations d'entrepreneurs individuels, corporations, etc. Il s'ensuit actuellement un enchevêtrement de droits entre les anciens propriétaires, en partie publics, et les cultivateurs qui estiment en avoir acquis par la mise en culture (on peut rappeler à ce propos le mot de B. Brecht : « La terre appartient à celui qui la rend meilleure »). Enfin, l'agriculture urbaine porte, aux yeux de nombreux pouvoirs, une image d'archaïsme (elle ne fait pas « moderne ») ou d'anarchie (elle fait « désordre ») [22].

Cependant, elle s'étend dans de nombreux pays en développement [6], mais avec des différences notables entre les trois grandes situations qui prévalent :

- dans les pays asiatiques, il existe une vieille tradition de recyclage agricole des déchets urbains. Cette tradition se prolonge jusqu'au Japon, malgré son état de pays développé. Dans les espaces périurbains, la terre est très protégée ;
- en Amérique du Sud, peut-être du fait

d'un meilleur niveau de formation, de nombreuses initiatives dans le domaine de l'agriculture urbaine, y compris avec des techniques évoluées, font leur apparition ;

– en Afrique tropicale, il y a encore beaucoup de chemin à faire. Il existe une forte distorsion entre l'Afrique orientale, où l'agriculture est plus intensive et les actions de développement plus anciennes, et l'Afrique occidentale.

## Conclusions et perspectives générales

### Comparaisons d'ensemble

Les divergences entre pays du Sud et du Nord sont évidentes à première vue : l'agriculture urbaine et périurbaine africaine est d'abord motivée par la question alimentaire et le recyclage agricole des déchets est rarement planifié. Cependant, au-delà des aspects immédiatement perceptibles, de remarquables convergences se manifestent, qui sont autant de bonnes raisons pour que l'agriculture périurbaine reste une des composantes de la ville, qu'elle soit toujours « urbaine ».

La première est celle qui concerne le paysage en tant qu'instrument des relations sociales : quand les élus de Bobo-Dioulasso (Burkina Faso) discutent de la question des troupeaux en ville, ils le font moins sous l'angle technique que sous celui des représentations mentales. L'agriculture urbaine donne une originalité étonnante aux villes : il serait intéressant que ce paysage urbain perdure au-delà de la régression espérée des contraintes alimentaires. La restauration agricole des friches urbaines devrait faire partager la nécessité d'ouvrir ou de maintenir le « vert » dans l'espace bâti de la ville ; les gens ont spontanément recréé la coupure verte inventée par les urbanistes modernes. Les espaces de production devraient alors être garantis, pour devenir plus tard les espaces verts de la ville.

La deuxième convergence est celle de la cohésion sociale, malgré les diversités ethniques et culturelles. D'extraordinaires observations en matière d'échanges interethniques dans les domaines de la production agricole et des habitudes alimentaires ont été faites au Cameroun [23]. Des efforts restent à faire, les

agriculteurs périurbains étant souvent des immigrés, de l'intérieur ou de l'extérieur, plus ou moins bien accueillis par les citadins de longue date. On peut d'ailleurs noter avec intérêt qu'autour de Paris la population des producteurs de la ceinture verte s'est fortement renouvelée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle avec l'installation des ouvriers agricoles, immigrés de l'intérieur (Bretons en particuliers) et de l'extérieur (Italiens) ; le même processus semble se prolonger actuellement avec des ouvriers d'origine portugaise ou maghrébine. Il existe également d'autres filières d'installation. Un rapprochement remarquable doit être souligné : la fonction de sociabilité des jardins familiaux est une quasi-découverte dans les pays développés.

La troisième convergence réside dans les fortes différences d'identité entre les agricultures périurbaine et rurale. On a vu que ce sont les contacts répétés de l'agriculteur périurbain avec les citadins qui lui permettent de repérer leurs nouveaux besoins en produits et services, et d'être ainsi innovateur par rapport à l'agriculteur rural.

Ainsi, l'agriculture périurbaine des pays développés et en développement a en commun de continuer d'être véritablement distincte de l'agriculture rurale. Elle connaît des recompositions dans les différentes fonctions à tenir pour les acteurs de la ville :

- production marchande de denrées alimentaires pour la consommation locale (repérage de nouveaux produits et mise en valeur des avantages spécifiques de la fraîcheur et de la sécurité apportés par la proximité) ;
- production non marchande destinée à l'autoconsommation ;
- production immatérielle (qualité de l'espace, pédagogie, insertion sociale), dont la valeur économique commence à être reconnue dans les pays développés.

Les autorités publiques ont un rôle majeur à jouer dans le déclenchement et la prise en charge de ces nouvelles fonctions urbaines par l'agriculture locale.

### Politique agriurbaine

Dans beaucoup de pays, la question de la politique agriurbaine commence à se poser pour trois raisons majeures :

- assurer la sécurité alimentaire locale ;
- instaurer ou restaurer le paysage des villes ;
- renforcer la cohésion sociale, notamment en intégrant les catégories marginalisées de la population.



Si les agriculteurs sont capables d'inventer les systèmes d'activité répondant à leurs propres besoins ou aux sollicitations du marché, ils attendent du pouvoir politique :

– qu'il assure les conditions favorables à la reproductibilité socio-économique des systèmes agricoles (protection du sol, moyens de transport adéquats, etc.), car l'agriculture a besoin de durée pour gagner le droit à utiliser la terre, acquérir une clientèle, etc. De plus, le sol, infrastructure agricole essentielle, demande un long travail de préparation et ne peut pas être déplacé. Ces contraintes sont mal comprises des aménageurs ;

– qu'il organise la mise en place des infrastructures commerciales (marché forain...) et de gestion des déchets, car cela dépasse ordinairement les capacités d'un producteur ;

– qu'il définisse une politique générale des espaces ouverts et des paysages urbains.

La condition première pour atteindre ces objectifs est que ce pouvoir instaure des relations contractuelles locales avec l'agriculture, ce qui est presque partout une nouveauté. En Île-de-France, cinq ans après l'invention de la ceinture verte, il n'existe pratiquement aucune instance spécifique de concertation. Les organisations habituelles y sont inadaptées. Cela se passe mieux ailleurs, comme à Rennes ou à Grenoble. En Afrique si, dans certaines villes, des organisations publiques, des groupements de producteurs ou des associations de commerçants ont permis le maintien et le développement harmonieux de l'agriculture périurbaine (Brazzaville et Bissau, par exemple), l'absence de régulation institutionnelle conduit, dans d'autres lieux, à des situations de crise (Dakar, Pointe-Noire, notamment). Ces crises concernent souvent des conflits sur l'eau et la terre qui sont, *in fine*, dommageables à l'approvisionnement des consommateurs urbains [24].

Ces comparaisons permettent d'insister sur le nécessaire abandon du laisser-faire. Il ne s'agit ni de créer *ex nihilo* ni de figer des activités qui montrent leur propre force à se développer et à s'adapter, mais plutôt de les accompagner en s'inspirant des résultats d'expériences réussies. À ces différents titres, que les villes appartiennent à des pays développés ou non, les citoyens ont tout intérêt à ce que l'expérience de nouveaux rapports entre ville et agriculture soit partagée. Ainsi, la gestion des villes exige la conception d'une politique agriurbaine, à la mise en œuvre largement contractuelle, qui devrait devenir une des

conditions de leur durabilité. Dans l'esprit de l'ouvrage de Dubois-Taine et Chalas [1], l'agriculture périurbaine apparaît bien comme l'un des partenaires, l'une des infrastructures de la ville émergente ■

## Références

- Dubois-Taine G, Chalas Y. La ville émergente. La Tour d'Aiguës : Éditions de l'Aube, 1997 ; 288 p.
- Fleury A, Donadieu P. De l'agriculture périurbaine à l'agriculture urbaine. *Courrier de l'environnement INRA* 1997 ; 31 : 45-61.
- Braudel F. *L'identité de la France, les hommes et les choses*. Paris : Arthaud-Flammation, 1986 ; 2 vol., 224 p. + 480 p.
- Gaboriau JP, Peru JJ. *Compte rendu de travaux*. Assemblée générale de l'AFMA. Rambouillet, 1996.
- Phliponneau M. *La vie rurale dans la banlieue parisienne*. Paris : Armand Colin, 1956 ; 593 p. + photos.
- Smit J, Ratta A, Nasr J. *Urban agriculture*. New York : ONU, 1996 : 302 p.
- Donadieu P, Dalla Santa G. *Campagnes urbaines*. Paris : Actes Sud, 1998 ; 224 p.
- Groupe de Bruges. *L'agriculture doit reconquérir l'Europe*. *Libération* 19 janvier 1999 : 6.
- Bunce M. 1994. Thirty years of farmland preservation in North America ; discourses and ideologies of a movement. *J Rural Studies* 1994 ; 14 : 233-47.
- Bryant C, Johnston RR. *Agriculture in the city's countryside*. Londres : Belhaven Press, 1992 : 120-1.
- Hervieu B, Viard J. *Au bonheur des campagnes (... et des provinces)*. La Tour d'Aiguës : Éditions de l'Aube, 1996 : 160 p.
- Devauges R. 1977. L'oncle, le ndoki et l'entrepreneur. *Travaux et documents de l'ORSTOM* 1977 ; 75 : 70 p.
- Coussy J, Vallin J. *Crise et population en Afrique. Crises économiques, politiques d'ajustement et dynamiques démographiques*. Paris : CEPED, 1996 ; 580 p.
- Godard X. *Se déplacer dans les villes. Afrique contemporaine* 1993 ; 168.
- Mougeot L. Urban food reliance : signification and prospects. *IDRC Reports* 1993 ; 21.
- Gockowski JJ. Intensification de la production horticole dans la périphérie urbaine de Yaoundé. In : *Atelier CIRAD/CORAF agriculture périurbaine en Afrique sub-saharienne*. Montpellier : CIRAD (Coll. Colloques) 1999 (sous presse).
- Moustier P, Pages J. Le périurbain en Afrique, une agriculture en marge ? *Economie rurale* 1997 ; 241 : 48-55.
- Centres JM. 1995. L'élevage et l'agriculture en zones urbaines et périurbaines en Afrique. In : *Actes de l'Atelier de recherches : L'agriculture dans l'espace périurbain, des anciennes aux nouvelles fonctions, organisé par la Bergerie Nationale, l'INRA SAD et l'ENSH/ENSP, Rambouillet*. Rambouillet : Bergerie Nationale, 1995 ; 146 p.

19. Boudjenouia A, et al. Le devenir des déchets d'abattoir à Sétif. In : *Colloque Environnement et Santé, Alger 1999* (à paraître).

20. CRDI. *Faire campagne en ville ; l'agriculture urbaine en Afrique de l'Est*. Ottawa : CRDI, 1996 ; 164 p.

21. Renardet C, Mbourou G. Un outil géographique pour le suivi de l'agriculture périurbaine de Libreville (Gabon). In : *Atelier CIRAD/CORAF agriculture périurbaine en Afrique sub-saharienne*. Montpellier : CIRAD (Coll. Colloques) 1999 (sous presse).

22. Siegmund-Schultze M, Rischkowsky B, et al. Élever ou ne pas élever des ovins à Bobo-Dioulasso In : *Atelier CIRAD/CORAF agriculture périurbaine en Afrique sub-saharienne*. Montpellier : CIRAD (Coll. Colloques) 1999 (sous presse).

23. Bom Konde PC. Le développement des activités agroalimentaires dans les zones périurbaines ; le cas du Cameroun. In : *Atelier CIRAD/CORAF agriculture périurbaine en Afrique sub-saharienne*. Montpellier : CIRAD (Coll. Colloques) 1999 (sous presse).

24. Moustier P, David O. Étude de cas de la dynamique du maraîchage périurbain en Afrique subsaharienne. In : *Projet Approvisionnement et distribution alimentaire des villes d'Afrique Francophone*. Rome : FAO, 1997 ; 36 p.

## Résumé

### L'agriculture périurbaine, infrastructure de la ville durable

A. Fleury, P. Moustier

Partout dans le monde, l'agriculture périurbaine connaît une mutation remarquable : elle n'a plus le monopole de l'approvisionnement alimentaire des villes mais joue un rôle nouveau dans leur aspect environnemental et leur paysage urbain. Mise en perspective, elle n'assure plus spécifiquement des fonctions nourricières ou de gestion des déchets dans les pays développés, comme elle le fait encore dans les pays en développement. Cependant, de nombreuses convergences apparaissent :

- la nécessité de maintenir un approvisionnement local en produits frais (complément de l'alimentation familiale ou sécurité politique de l'approvisionnement alimentaire) ;
- le rôle joué dans l'équilibre et l'harmonie sociale de la ville, en protégeant de l'exclusion et en facilitant le rapprochement des groupes sociaux ;
- l'amélioration de l'aspect environnemental et paysager des villes par un développement des espaces verts cultivés, naturels ou créés.

En assumant ces nouvelles fonctions, l'agriculture devient bien infrastructure de la ville et contribue ainsi à sa pérennité.